
APRÈS 1945 CONSTRUIRE UN MONDE NOUVEAU ?

En 1945, l'économie mondiale s'est réorganisée. Le temps de la domination européenne, déjà ébranlé par la Grande Guerre, est désormais révolu. Des éléments perdurent toutefois, inscrivant les Etats et les nations dans une forme de continuité. L'histoire ne commence pas en 1945, même si l'ONU concourt à l'édification d'un nouvel ordre mondial véritablement planétaire là où la défunte Société des Nations ignorait la plupart des pays non occidentaux. L'impulsion apparaît surtout dans l'économie, face au protectionnisme des années 30 et aux rigueurs de l'industrie de guerre.

Le commerce international croît à une vitesse jamais connue, tandis que l'animation industrielle cesse de revenir entièrement à l'Etat. Les grandes entreprises, qu'on nommera rapidement des firmes, s'imposent sur les scènes sociale et économique. Néanmoins, la vague libérale est endiguée par les structures internationales de production autant que par le primat politique de la guerre froide

I. HÉRITAGES ET CONSÉQUENCES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

1. LA PERSISTANCE DES GRANDES PUISSANCES ÉCONOMIQUES

- Impact finalement relatif de la guerre sur l'industrie (marche forcée, nucléaire). Potentiel supérieur à celui de l'avant-guerre. 1945 n'est pas un redémarrage de zéro.
- Rattrapage partiel des pays non développés : 35% du commerce international en 1948 contre 28% avant-guerre. Opportunité de croissance mais domination encore persistante de l'Occident.

2. LA FIN DE LA SUPRÉMATIE EUROPÉENNE

- L'Europe paie le prix de la guerre par un manque de liquidité. C'est le *dollar gap*. Elle est tributaire de l'aide américaine. Sa part dans le commerce international passe de près de 50% à moins de 40%. Elle pèse encore, mais elle ne dirige plus, à l'image de la livre sterling.
- Le Japon est sorti du jeu. Il est devenu un proconsulat américain, confié à McArthur.
- L'URSS est une puissance politique et militaire, mais elle a subi un maximum des dommages infligés par le Reich. C'était de plus un pays en transition. Malgré les prélèvements sur les vaincus et sur l'Est, elle est en reconstruction.
- Les Etats-Unis sont en position idéale. Ils détiennent l'or, l'atome, la moitié des capacités de production de la planète (y compris dans le domaine alimentaire) et le quart des échanges internationaux.

3. LA PERMANENCE DE L'INFLATION

- L'inflation sera un mal chronique de la Libération aux années 1980. La guerre a cumulé la planche à billet et la pénurie de biens. De plus, la balance commerciale déséquilibrée empêche les changes de se stabiliser. Le marché noir se généralise.
- L'illusion monétaire a un avantage : la paix sociale et un taux de chômage très bas (courbe de Philips).
- Des plans sont mis en œuvre pour gérer l'inflation, emprunt ou contraction de la masse monétaire.

II. UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL REFONDÉ

1. LA RÉAFFIRMATION DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

- La libéralisation du monde correspond aux intérêts bien compris des Etats-Unis. Elle est déjà affirmée dans la charte de l'Atlantique, elle figure de même dans le système des Nations unies.
- La libération des échanges permet aux Etats-Unis d'écouler leur production trop importante pour le marché intérieur sans risquer de goulot d'étranglement ni de déflation (crise de 1929).

2. LES ACCORDS DE BRETTON WOODS

- Il est posé en juillet 1944. C'est la convertibilité des monnaies entre elles suivant une parité fixe, mais seul le dollar peut être échangé contre de l'or.
- Un Fonds monétaire international gère l'ensemble, avec une participation des Etats proportionnelle à leur influence. L'institution intervient en cas de difficulté de solvabilité.
- Charges différentes : facile pour les Etats-Unis, pénalisante pour les autres. Notre monnaie, votre problème.

3. LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES : LE GATT

- Le GATT est un cadre de négociation pour les droits de douanes, formalisé par l'accord de Genève de 1947. En facilitant le commerce international sans imposer le libre-échange, il permet la reconstruction de l'Europe.

4. DES GARDE-FOUS DU CAPITALISME

- Les dirigeants issus de la Résistance sont imprégnés d'idées socialistes ou du moins keynésiennes. L'idée d'un rôle fort de l'Etat fait florès : nationalisations, dette budgétaire, imposition supérieure au moins au quart du PIB, voire dans le cas de la France planification.
- Les sociétés par action, qui ont montré leur efficacité pendant la Guerre, triomphent sur le modèle du petit patron et de l'artisanat. Elles interviennent hors du champ national.
- Les syndicats ont une fonction de contrepoids, mais ils sont conscients des nécessités de la Reconstruction. Peu de grèves, mais un réformisme efficace formalisé par les conventions

collectives de branche.

III. LE DÉFI DE LA RECONSTRUCTION

1. LA RELANCE DE L'APPAREIL PRODUCTIF

- Grâce à l'aide Marshall, l'Europe se redresse vite. Les Etats-Unis parviennent à passer de l'économie de guerre à la production classique sans trop souffrir. L'URSS sans crédit extérieur retrouve en 1952 son niveau de consommation d'avant-guerre grâce au Ive Plan.
- L'Allemagne redevient une puissance commerciale. Il faut faire pièce à la menace rouge.

2. L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

- Certaines monnaies sont rigoureuses (réforme du mark 1948), d'autres moins (France). Le Royaume-Uni rétablit la liberté des changes en 1954. La convertibilité des monnaies est effective en 1957.
- En 1957, le GATT a prévu l'abolition de 90% des contingentements européens. La balance des paiements de l'Europe redevient positive en 1952.

3. DES ACTEURS TOUJOURS INÉGAUX

- Dès 1947, la Guerre froide radicalise les oppositions économiques car le monde communiste a rejeté le système international, l'URSS ayant aussi choisi pour ses satellites.
- En Europe de l'Ouest, le consensus se fait autour des valeurs de la démocratie libérale. Les économies sont tout de même protégées par des barrières étatiques et frontalières. La France et les Britanniques ont toujours la ressource de leur zone coloniale. L'Europe hésite entre une union et un alignement américain.
- Pour les pays sous-développés, la question économique est secondaire. C'est la politique et la décolonisation qui sont les grandes questions à l'ordre du jour, mais leur retard industriel sera lourd à porter le moment venu.